

**Etat d'Urgence**  
**Réunion organisée pour les Maires par**  
**Monsieur le Préfet du Jura**  
**Judi 19 novembre 2015 à 15 H 00 à Montmorot**

-=-=-=-=-

Monsieur le Préfet,  
Mesdames, Messieurs en vos titres, fonctions, grades et qualités,  
Mesdames et Messieurs mes chers Collègues,

Notre pays est en deuil après les attaques terroristes meurtrières sans précédent.

A l'unisson des Maires de France, nous Maires du Jura nous rendons hommage aux victimes, à leur mémoire et exprimons à leurs familles notre affection, notre soutien et notre solidarité.

Nombre d'entre elles vivaient en dehors de la capitale. Parmi ces victimes, frappées au hasard, se trouvaient beaucoup de jeunes, dont l'un des nôtres, Cédric Gomet, de Foucherans. La vie s'ouvrait devant eux. Dans la diversité de notre pays, ils étaient La France telle que nous l'aimons, joyeuse, libre et heureuse. Les images terribles de cette jeunesse foudroyée ajoutent à notre sentiment de révolte comme à notre détermination à ne pas céder.

Notre agresseur, notre ennemi a un nom : Daech. C'est une organisation totalitaire et sanguinaire, qui terrorise les populations dont elle occupe le territoire et attise toutes les formes de radicalisation contre nos valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de justice, de citoyenneté, de laïcité.

Vendredi dernier, comme en janvier, ce n'est pas seulement l'Etat qui a été pris à partie, c'est notre société toute entière, notre société de liberté.

Alors, il appartient à l'Etat de garantir l'ordre public, d'assurer la protection et la sécurité des Français. Dans cette mission régalienne, dont vous assumez la responsabilité au plan départemental, Monsieur le Préfet, nous sommes pleinement engagés à vos côtés.

Comme tous les Français, les maires attendent une action sans faiblesse de l'Etat contre le terrorisme, et la mobilisation maximale des services de sécurité.

Depuis janvier, policiers, gendarmes, militaires ont montré leur disponibilité, leur engagement et leur dévouement. Nous leur exprimons notre reconnaissance \_ qui prend à cette heure une tonalité particulière avec la confirmation officielle de la mort d'Abdelhamid Abaaoud \_ ainsi qu'aux pompiers, aux équipes de secouristes, de sécurité civile et aux personnels des hôpitaux civils et militaires.

Des mesures d'exception ont été mises en place : état d'urgence, rétablissement des contrôles aux frontières, cela nous concerne plus particulièrement dans le Jura, département frontalier. Nous les approuvons. Puisque ces actes barbares sont commis contre notre pays, il est légitime que l'Etat recoure à ces moyens exceptionnels pour assurer la sécurité des citoyens. Nous attendons aussi que soient précisés les contours et le contenu du pacte de sécurité. Les Communes peuvent y prendre leur part.

Les maires, en effet, Monsieur le Préfet, sont à vos côtés dans ce combat vital contre l'obscurantisme, le fanatisme et la violence. Nous pouvons agir concrètement, par exemple dans le recueil d'informations, sur les risques et menaces. Plusieurs personnes se sont émues, à la lecture de leur quotidien départemental hier du chiffre proportionnellement important de signalements de personnes en voie de radicalisation dans le Jura.

Nous avons également à poursuivre les actions de coordination des polices municipales (où elles existent) avec la gendarmerie et la police nationales et développer le dispositif « Participation Citoyenne » mis en œuvre dans le cadre du partenariat A.M.F. Ministère de l'Intérieur.

Mais il faut aussi que nous soyons informés des décisions concernant notre territoire et associés aux mesures mises en place. Ainsi, nous aimerions être tenus au courant de la présence dans nos communes des individus

présentant une forte présomption de dangerosité. Et je sais, Monsieur le Préfet, que c'est dans cet esprit de co-opération que vous inscrivez votre démarche et je vous en sais gré.

Nous souhaitons aussi être associés au suivi des foyers de radicalisation et d'endoctrinement que pourraient constituer certains lieux de culte, car si la République protège la liberté de conscience, elle ne peut accepter que cette liberté soit mise au service d'un projet criminel.

Dans l'inconscient collectif, les maires sont les fantassins de la République..... Ils pourraient constituer l'aile avancée de la garde nationale qui est en projet de création. Les 500 000 élu(e)s locaux constituent en effet un gisement inestimable de dévouement et de disponibilité.

Le temps est maintenant à la solidarité avec les victimes et au courage collectif. Nous avons le devoir de lutter jusqu'au bout contre ceux qui propagent une idéologie de destruction de notre société et de ses valeurs.

Monsieur le préfet, ce combat nous rassemble cet après-midi, un combat pour la liberté, contre le fanatisme. Soyez assuré que nous, les maires, serons en toutes circonstances présents à vos côtés, aux côtés de nos concitoyens et administrés, au service de la République, au service de la France.

Bernard MAMET  
(d'après le discours de M. François BAROIN,  
Président de l'AMF, le 18.11.2015)